

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

QUESTION ?

En ce moment il se produit dans l'opinion publique une réaction favorable à la Commune de Paris.

Il ne pouvait en être autrement. Il est impossible de nier qu'elle avait raison contre l'Assemblée de Versailles.

D'ailleurs, les gens intéressés, n'ayant plus rien à craindre des idées nouvelles et voulant conserver leur réputation d'honnêtes gens, veulent bien reconnaître aujourd'hui que le droit absolu était avec les communiers.

C'est la cause gagnée en principe. Mais cela ne suffit pas.

Il reste à démontrer que les faits même qui leur sont le plus reprochés, sont non seulement excusables, mais encore justifiables par les circonstances et la nécessité où ils se sont produits.

La Commune n'a rien fait, dans ce qu'on lui reproche, qui n'eût été fait par tout homme profondément convaincu de son droit. Et pour peu qu'on soit de bonne foi et qu'on examine les faits impartialement, on en conviendra.

En effet. Un capitaine de navire, attaqué par des forces supérieures, ayant le sentiment de son devoir, sachant que s'il amène son pavillon il se déshonore, fait sauter son vaisseau.

Le commandant d'une citadelle, ne pouvant prolonger une résistance jugée impossible, en fait autant.

Pour preuve qu'ils ont bien mérité de leur pays, tous deux sont portés aux nues : toutes les troupettes de la renommée proclament leur courage et leur héroïsme ; on les décore, on les honore s'ils survivent aux désastres qu'ils ont causés.

Pourquoi, si les uns sont de grands hommes que l'on cite comme exemple à la postérité, les membres de la Commune, qui ont fait la même chose, sont-ils des criminels ?

Pourquoi M. Thiers qui ordonne, M. Mac Mahon et autres qui exécutent de sang froid la destruction de Paris sont-ils des sauveurs, et les autres, qui s'ensevelissent sous les décombres de leur cité, sont-ils des misérables ?

Au lecteur de résoudre la question. Pour nous elle est toute résolue : Les bandits sont ceux de Versailles.

Les Républicains de la Section A du Kansas aux membres des autres Sections de L'UNION REPUBLICAINE.

Salut, paix, courage et foi dans les promesses.

En vertu de quels principes les journalistes en général, ceux de New-York en particulier, qui se disent et se croient républicains, portent-ils sur les affaires de France pendantes à cette heure de si étranges jugements ?

En vertu de quels principes s'élèvent-ils contre le mouvement insurrectionnel et communal des villes de France, de Paris, de Lyon, de Marseilles, de Narbonne, de Toulouse, de Rouen, etc ; contre le mouvement socialiste et insurrectionnel des ouvriers de France, des ateliers de France ? contre l'esprit guerrier et insurrectionnel de l'Alsace et de la Lorraine de France, vendues, livrées à l'étranger, à Bismark, à Guillaume ?

En vertu de quels principes se font-ils les souteneurs de Thiers, ce Girondin posthume, cet avorton sans génie, ce fourtriquet, comme l'appelaient en son temps le vieux maréchal Soult, et se font-ils encore les soute-

neurs de l'impure et honteuse Assemblée-couche de légitimistes arriérés, d'Orléanistes ambitieux et viveurs, d'impérialistes ignares et grossiers, Assemblée qu'ils se plaisent contre tout droit et toute raison, à décorer du nom vain et suranné de nationale ?

En vertu de quels principes, enfin, calomnient-ils la vertu, la vérité, Dieu, partout où ils le rencontrent ; incensent-ils le crime, l'erreur, Satan, partout où ils le trouvent ? C'est là, nos amis, ce que nous voulons examiner avec eux et avec vous.

Avec eux ! A quoi bon ? Méritent-ils qu'on les prenne au sérieux ? A quoi il les regarder, les combattre ? ou ne vaut-il pas mieux que nous nous éloignons d'eux en silence, pleins de mépris et de pitié profonde pour leur très profonde ignorance ?

Mais pour peu que vous considériez ce grand principe de notre foi nouvelle, et que vous vous y conformiez, à savoir : "L'homme est en eux comme il est en nous" vous serez convaincus qu'il nous faut les entendre avec patience, les regarder en face et les reprendre avec douceur, priant Dieu qu'il les ramène à lui.

Rien ne nous servirait d'ailleurs et ne leur serait utile d'en agir autrement. Notre croyance, notre loi politique et religieuse nous commande encore de ne décliner aucune guerre, d'où elle vienne, quelque atroce et déloyale qu'elle puisse être. Or, ce qu'ils disent, ce qu'ils impriment, ce qu'ils font contre nous, qu'est-ce autre chose que des actes de guerre ?

Puis encore nous devons nous tenir constamment debout au sein du tribunal, toujours ouvert, toujours vivant, toujours actif, de la conscience humaine, prêts à y plaider la cause sacrée des droits et des devoirs de l'homme, contre qui les méconnaît, les outrage toujours.

La thèse des journalistes en général, et de ceux de New-York en particulier, qui se disent et se croient républicains, est à cette heure celle-ci :

Après avoir injustement, sans grandeur, sans profondeur aucune, toujours plongés dans le plus profondes et les plus grossières ténèbres, soutenu contre nous l'ignoble politique du Gouvernement provisoire subrepticement devenu simple Gouvernement de Défense nationale, c'est-à-dire rien du tout en fait d'utile, après avoir prêché sur tous les tons, en démagogues bourgeois, l'abominable et plus ignoble encore guerre à outrance, guerre d'extermination barbare, sans frein, sans mesure, sans moralité, contre les Prussiens en France, obéissant, les malheureux, aux ordres secrets des Thiers, des Jules Favre, des Trochu, des Ducrot coalisés toujours, en tous temps, en tous lieux, avec Bismark, Guillaume, de Beust, Gladstone, Gortshakoff, etc., etc., contre le mouvement républicain émancipateur de l'homme et bienfaiteur des peuples, ils en sont à identifier, à incarner l'idée républicaine dans la malheureuse Assemblée législative qui fonctionne à Versailles, et dans le malheureux gouvernement provisoire que, sans mission, sans droit, elle a créé dans les personnes héritées, imposées à elle, de Thiers comme chef suprême et unique du pouvoir exécutif, et de Jules Favre, Dufaure, Jules Simon, Ernest Picard, etc., comme ministres et complices de ce chef suprême et unique.

C'est là où ils en sont, ces journalistes en général, et ceux de New-York en particulier, qui se disent et se croient républicains. La République en France est tout entière pour eux réalisée dans cette Assemblée-couche de Versailles, dans ce ramassis de réactionnaires fiéffés, connus, toujours les mêmes, tristes élus d'une élection hâtive, confuse ; elle l'est encore dans ce pouvoir exécutif recréé de constitution royale, impériale, provisoirement confié par cette Assemblée à Thiers et à ses complices, qu'elle exècre néanmoins.

Et les agissements de ce gouvernement provisoire et de cette Assemblée-couche, réactionnaire de Versailles sont, pour eux, les agissements sacrés de la République de France en France.

II

Dès lors :
Quiconque n'obéit pas aux ordres et aux volontés, contradictoires au fond, et du proconsul Thiers et du

senat royaliste de Versailles, est, par eux, déclaré mauvais citoyen. Il n'est pas, à leur dire, républicain ; Quiconque se plaint, se lamente, désespère, est un ignorant sans patience ;

Et quiconque se groupe, proteste, résiste, est un abominable insurgé, un ennemi du genre humain, un perturbateur du repos public et européen, un utopiste, un fou, un émeutier sanguinaire "réviant l'effroyable guerre-des barricades," etc., etc.

On est encore, communiste, partageux ; on est, rouge, buveur de sang ; on est, "socialiste," à leur dire, on n'est pas républicain.

Mais le gouvernement de Thiers, sa politique ; mais la domination de l'Assemblée de Versailles, sa "législation" incohérente, incertaine, arrachée, tirailée, masquée, fardée, ressemblante à celle d'hier, quand l'empire vivait, à celle d'avant hier, quand Louis Philippe Ior régnait ; voilà, s'il faut en croire ces messieurs de la presse dite "républicaine," à New-York et ailleurs, voilà ce qui est marqué au coin le plus pur, du plus pur républicanisme.

III

Passons sur ce vocabulaire d'injures et de calomnies froides, étudiées, apprises, stéréotypées, que ces messieurs adressent journellement à "leurs frères en républicanisme" osent-ils dire, sans en éprouver le moindre trepassaillement, sans sentir la moindre rougeur se peindre sur leurs visages, toujours candides, toujours placides, mais légèrement arrogants.

Arrivons au fond, au sérieux.

IV

Pourquoi, messieurs nos frères en républicanisme, identifiez-vous, quand nous ne le faisons pas, nous, le gouvernement de Thiers et la législation de l'impure et sottie Assemblée de Versailles, avec l'idée républicaine ? Qu'y a-t-il de commun entre ces choses ? En quoi cette législation et ce gouvernement sont-ils le moins du monde républicains.

Est-il donc nécessaire que vous soyez toujours victimes obéissantes d'un nom et d'une forme vaine de gouvernement en fait de république ? Pourquoi toujours priser la fausse monnaie à l'égal de la bonne ? et n'établir dans votre esprit aucune différence entre Marc-Aurèle et son fils ?

Nous vous le demandons ici en toute simplicité de cœur, et nous vous conjurons d'y répondre de même, en quoi donc diffère, en essence, le gouvernement qui voudrait fonctionner à son aise entre les mains de Thiers à cette heure, et le gouvernement qui fonctionnerait à son aise entre les mains de Napoléon III, avant la catastrophe de cet homme, à Sedan ? C'est absolument et identiquement le même.

Point de faux-fuyant, de phrases creuses et inutiles, de déclamation à côté. Répondez honnêtement, avec sens, esprit et conscience. Nous savons bien, comme vous, que Thiers n'est pas Napoléon III.

V

Thiers est à l'heure actuelle, le chef unique, l'unique possesseur du pouvoir exécutif de la France. Il tient en ses mains l'épée de la France, son sceptre, sa couronne. Il a son ministre de l'intérieur, son ministre des affaires étrangères, son ministre de l'instruction publique, son ministre du commerce, son ministre de la guerre, son ministre des travaux publics, son ministre des finances, son ministre de la justice ; et s'il n'a pas son ministre des cultes, c'est qu'il a cru devoir s'en passer pour l'heure par un calcul des plus machiavéliques. Il donne carte blanche aux prêtres, il excite leur zèle pour les choses d'hier et d'avant-hier, et les livre en pâture à la guerre civile, il les expose cruellement, en diversion, aux vengeances et aux ignominies des plus souffrants et des plus ignorants d'entre le peuple.

Mais qu'avait donc de plus, qu'avait donc de moins, nous vous le demandons, le chef unique, l'unique possesseur du pouvoir exécutif de la France, avant la catastrophe de Sedan, et qui lors s'appelait non Thiers mais Napoléon III ?

VI

Ab ! nous avons l'empire moins l'empereur, nous

à Paris.

Ah ! nous le savons, on eût préféré les voir se sauver, se cacher, au lieu de les appeler lâches !

Déjà les courageux journalistes, mollement assis sur leurs fauteuils rembourrés, les eu avaient accusés : les télégrammes des Versaillistes les avaient faits des assassins et des voleurs.

En bien ! non ! Ils en ont menti, bêtement menti les uns et les autres, et ce sont leurs mensonges même qui vont se retourner contre eux et faire qu'on les leur crachera au visage avant six mois !

Les assassins qui ont tué leurs prisonniers, sont les mêmes lâches qui ont fui devant les troupes de Guillaume, et qui, aujourd'hui, appartiennent aux Versaillistes.

Les généraux, les ministres et autres égorgés qui ont commandé ces meurtres, sont ceux qui ont commencé d'abord par détruire, avec leurs canons, les bâtiments publics et privés de Paris.

Ce sont les mêmes que Bismark a prêtés à Thiers pour leur faire assassiner la France plus salement, plus horriblement que les Prussiens ne l'ont fait.

La colonne Vendôme, la Légion d'Honneur, le Conseil d'Etat, les Tuileries sont détruits, on le dit bien haut ; et les voilà, ces républicains journalistes, qui pleurent et sanglottent. Pour ce qui rappelait l'esclavage des Français à disparu dans la lutte ; et ils ne regrettent que ces morceaux de pierres.

On a osé toucher aux palais de leurs rois !

Quelle horreur ! Quel sacrilège !

Auront-ils assez de bave pour en accabler les travailleurs insurgés qui ont probablement cru, en les supprimant, s'affranchir des dépenses de leur entretien. Ces pauvres travailleurs, qu'ils déclarent tellement bêtes qu'on n'a qu'à leur lâcher quelques grands mots pour les gagner à sa cause.

Mais on a égorgé des enfants, des femmes, des vieillards ; que leur importe ! On a fusillé tous ceux qu'on a pris les armes à la main, au point que le sang coule dans les rues comme l'eau un jour de pluie, et cela, parce qu'ils ont défendu leurs libertés municipales ! Point de pitié pour eux ! Mort aux rouges !

Et ces champions de la force déclarent sans honte que c'est dans "la chaleur du combat," dans "l'égarment de la lutte ! O misère !

Allons, puisque vous avez commencé à insulter et à calomnier, soyez logiques jusqu'au bout. Osez regretter que le palais de la Légion d'Honneur ne soit plus debout pour aller y faire décorer tous les assassins du peuple de Paris. — Pouah !

Maintenant, si vous n'avez pas perdu toute vergogne et qu'il vous reste un instant pour vous rappeler votre passé, vous tous qui croyez Thiers républicain, ouvrez le *Livre des Orateurs*, par Timon, édité par Fagnere en 1844, à la page 489 de la 14^{ème} édition, vous lirez ceci :

"Thiers, né pauvre, il lui fallait de la fortune. Né obscur, il lui fallait un nom. Avocat manqué, il se fit littérateur, et il se jeta à corps perdu dans le parti libéral, plutôt par nécessité que par goût. Alors il se mit à adouber Danton et les hommes de la Montagne, et il poussa jusqu'à l'exaltation le fanatisme calculé de ses hyperboles. Dévore de besoins, comme les gens à imagination vive, il dut les commencements de son aisance à M. Laffitte, et sa réputation à son propre talent. Cependant, sans la révolution de 1830, M. Thiers ne serait peut-être aujourd'hui ni électeur, ni éligible, ni député, ni ministre, ni même académicien ; il aurait vieilli dans l'estime littéraire de quelque coterie.

Depuis, M. Thiers a changé de rôle ; il s'est fait auteur, fauteur et panégyriste de dynasties, soutien de privilèges, donneur et exécuteur d'ordres impitoyables ; il a irrémédiablement attaché son nom à l'état de Siège de Paris, aux mitraillades de Lyon, aux magnifiques exploits de la rue Transnonain, aux déportations du Mont-St-Michel, aux embastillements, aux lois contre les associations, les églises publiques, les cours d'assises et les journaux ; à tout ce qu'il a enchaîné la liberté, à tout ce qui a flétré la presse, à tout ce qui a faussé le jury, à tout ce qui a décliné les patriotes, à tout ce qui a dissous les gardes nationales, à tout ce qui a démoralisé la nation, à tout ce qui a traîné dans la boue la généreuse et pieuse révolution de Juillet.

Ses amis, Dupont de l'Éure, Carrel, Laffitte, il les a quittés ; ses doctrines libérales, il les a renouées ; il a été pour la dynastie un instrument bon à tout, propre à tout, de ces instruments qui plient et ne rompent jamais, qui se courbent jusqu'à joindre les deux bouts, et qui se redressent comme une flèche, tant ils sont souples !

Ceci fut pour vous la vérité pendant vingt ans. Au-

jourd'hui vous l'oubliez, vous le niez ; et cela, parce que des travailleurs intelligents, étrangers à vos coteries se sont trouvés à la tête du mouvement parisien.

Et ces travailleurs, que vous dites tous les jours ne pas connaître, vous les insultez chaque matin, bien que vous soyez incapables d'alléguer contre eux le moindre fait, la moindre accusation précise.

CORRESPONDANCES.

New-York, Mai 1871.

"The cause of the Commune has triumphed, however cruel the reaction it may suffer."

FREDERIC HARRISSON.

La commune a été vaincue ! Les espérances de quelques journaux de New-York ont été réalisées.

L'armée de Versailles, dirigée par M. Thiers, qui présida aux fusillades des 5 et 6 Juin 1832, et commandée par des généraux, anciens souteneurs de l'Empire de Décembre, est entrée à Paris.

Les calomnies, les lâchetés, les insultes lancées contre la Commune par une presse sorniole ou brutalement mensongère ont eu leur effet.

La Commune est donc défaite. Soyez heureux, messieurs du journalisme, si l'intention est réputée pour le fait, vous pouvez vous enfler de cette victoire ; tous vos efforts ont tendu à ce résultat.

Cette commune qui représentait le droit vivant générateur de toute société libre et forte a succombé.

Elle vous effrayait tant, vous tous nés de l'écume politique, engrais naturel d'où sortent les hypocondres envieux, les libéraux sentimentaux et les spéculateurs égoïstes.

Vous compreniez qu'il y avait entre elle et vous un abîme, celui de l'exploitation de l'homme par l'homme ; celle-ci détruite, le confortable de votre vie devait disparaître.

Aussi, comme vous reproduisiez avec délices, les futurs épileptiques de vos confrères de Versailles, cette haute presse si digne de fraterniser avec vous. Vous surtout, qui semblez montrer des sentiments républicains, et qui imprimez dans votre journal :

"La Commune a aboli la propriété, et les femmes pourront librement se livrer à la prostitution."

C'est un extrait de *La Liberté* direz-vous. Que cette infamie parte de vous ou d'un autre, puisque vous la recueillez dans votre journal, c'est que vous en endossez la responsabilité.

N'insistiez-vous pas l'autre jour sur celle qui devait incomber aux membres de la Commune, des incendies des Tuileries et du Louvre ?

Et depuis plusieurs jours vos confrères ont répété que ces malheurs avaient été causés par les bombes des Versaillistes.

De ces indignités de langage, de cette falsification des faits, la vérité se dégagera. Vous pouvez applaudir à l'assassinat des communistes par une soldatesque excitée par la calomnie, ivre d'alcool ; un jour prochain vous verrez la Commune reprendre des forces soudaines. Son sang que vous voyez couler avec tant de satisfaction, féconde le germe de la société nouvelle.

Il est vrai que ce sang sort des veines des gens les plus lâches, les plus indolents, les plus de spotopas, les plus crapuleux qui aient existés.

C'est vous qui le dites. Naturellement, il ne représente rien de bien précieux.

Puis, tout ce monde là est si obscur. — C'est encore vous qui le dites. —

En bien ! messieurs de la presse, ces hommes ont fait pour la liberté, que vous tous qui vivez à l'ombre d'un drapeau républicain, comme certains animaux malsains au pied de quelque grand chêne des forêts.

Aujourd'hui, quoique vous disiez, quoique vous espeziez, tout n'est pas dit.

La meilleure preuve de l'invulnérabilité morale de la Commune, c'est que les arguments sérieux vous ont toujours manqué dans vos attaques contre elle. Vos efforts, pleins de bonne volonté, ont été infructueux.

Rappelez-vous cette phrase imprimée par l'un de vous :

"La décentralisation administrative et l'indépendance de la commune, voilà les principes qui ont été le plus hautement proclamés par le Comité insurrectionnel ; mais ces principes, TRES JUSTES quand ils sont subordonnés à cela de la souveraineté nationale, deviennent ABSURDES quand ils sont présentés d'une manière radicale et absolue."

"Entendus de la sorte, ils sont surtout contraires à toutes les traditions de l'esprit français."

Sans parler de l'excentricité de ce dernier paragraphe, qui ferait supposer que le rédacteur a oublié l'histoire du règne de Louis le Gros, nous lui demanderons s'il a bien réfléchi à la solidité d'un tel raisonnement, s'il a vu où le conduiraient de si étranges assertions ?

Comment ces principes peuvent-ils être TRES JUSTES, c'est-à-dire primordiaux, puis subir une subordination à ce qui n'est pas même une de leurs conséquences ; je veux dire à une assemblée qui n'est point issue de communes indépendantes ?

L'Assemblée de ce jour n'a aucune qualité pour entraver la marche de ces mêmes principes ; elle n'est pas même constituante, elle avait un mandat spécial, impératif, celui de la paix ou de la guerre.

Autre chose ; Par quel moyen ces mêmes principes peuvent-ils devenir ABSURDES quand ils sont présentés d'une manière radicale et absolue ?

Ne sont-ils pas, de leur essence, d'un caractère radical et absolu, surtout en présence de la centralisation monarchique.

N'est-ce pas un devoir de les dégager de tout vague et de les affirmer dans la forme qui blesse tant l'esprit de ce journal ?

Au milieu des circonstances les plus désastreuses, lors qu'un trouble terrible agite tous les esprits, au milieu d'un cataclysme politique où toutes les doctrines sociales se renuent pêle-mêle, que l'indécision, l'anxiété affaiblissent les meilleurs cerveaux, n'est-ce pas un acte sauveur et logique en même temps de présenter aux populations effrénées, un programme net et précis, qui calme les esprits en donnant un corps à leurs aspirations et qui formule d'une manière irréfutable les droits de l'homme, ceux de la cité et ceux de la nation.

Il y a une autre fantaisie reproduite presque unanimement par la presse de New-York et qui consistait à répéter que la partie la plus bruyante, la plus turbulente de la population de Paris avait été entraînée par quelques hommes audacieux, et que le véritable peuple, étouffé, effrayé, indécis, sans chef énergique et sans point de ralliement, s'était laissé faire la loi par une bande d'aventuriers.

En vérité, c'est une interprétation bien peu sérieuse de la Révolution du 18 mars.

Paris renfermait alors au moins quinze à seize cent mille habitants ; elle venait d'être assiéged pendant cinq mois ; toute sa population mâle avait des armes, des munitions ; des engagements fréquents avec l'ennemi, même des batailles, l'avaient habituée au feu ; son isolement lui avait fait subir les horreurs de la faim ; elle avait supporté admirablement les rigueurs d'un hiver excessif ; elle n'avait pas reculé un instant contre la réclusion où elle était tenue loin de ses frères ; elle avait enfin passé par ces crises qui forment l'âme et qui donnent à un homme une énergie surhumaine, et vous, riches et pauvres !

Pourvez-vous donc supposer qu'une telle cité se serait laissée faire la loi par une bande d'aventuriers pendant cinquante jours, si ces hommes n'avaient pas exprimé une idée qui germaît dans tous les esprits.

Vous dites que la vraie population n'avait pas de chef énergique ?

Il s'en était présenté ; un amiral, un ou deux généraux, des représentants. Pourquoi le vrai peuple ne s'est-il pas groupé autour d'eux ?

Vous citez l'absence d'un point de ralliement. L'Assemblée de Bordeaux et plus tard de Versailles n'était-elle pas apte à remplir cet office ?

Que d'irrétions, que d'erreurs, que de mauvaise foi !

Quelques uns d'entre vous messieurs, savent très bien pourquoi la ville de Paris s'est jetée courageusement dans la lutte :

Elle allait là où était le vrai, le juste et le droit.

Elle avait vu les décrets offensants avec lesquels les illustrations de l'empire et des monarchies déchues avaient accablé ses obscurs délégués ; elle savait que des conspirations royalistes et même imperialistes s'organisaient bruyamment contre la République ; elle avait ressentie une indignation profonde aux insultes adressées à Garibaldi, à Hugo et aux autres ; elle avait compris la véritable signification de la présence de M. Thiers à la présidence du conseil.

Elle a résisté et elle a bien fait.

Nous avons été défaits, Bien ; nous enterrons nos morts et nous les vengerons.

Nous les vengerons en faisant prévaloir plus tard ces principes si étrangement appréciés et qui contiennent la dignité, la moralité et la liberté des peuples.

Jouissez maintenant, notre heure viendra bientôt.

Springfield, Illinois, Mai 1871.

La conduite singulière tenue par les journalistes qui prétendent représenter les sentiments avancés des républicains des Etats-Unis, donne lieu à des protestations qui nous arrivent de tous les côtés en nous engageant à transformer notre Bulletin en un journal quotidien.

Nous donnons un extrait d'une de ces lettres datée de Springfield, Illinois.

" C'est avec plaisir que nous avons lu dans le *Messenger*, votre protestation contre les idées émises dans ce journal à l'égard des Parisiens.

Les sentiments exprimés dans votre protestation sont les nôtres et nous les partageons en tout point.

Votre Bulletin ne nous parvient qu'irrégulièrement et à de longs intervalles ; comme il exprime nos idées, ne pourriez-vous pas le publier, si ce n'est quotidiennement, au moins hebdomadairement.

Le *Messenger* a cessé de représenter nos principes. Il y avait pourtant bien assez d'un *Courrier* à New-York.

Nous vous promettons notre concours, non-seulement moralement, mais aussi pécuniairement s'il le faut.

Nous comptons ici plusieurs familles abonnées au *Messenger*, et nous croyons le moment propice pour prendre cette initiative, parce que tous les Français d'ici sont républicains socialistes.

Les écrivains à l'eau de rose qui reprochent aux Parisiens de ne pas s'être battus contre les Prussiens, oublient volontairement de dire que s'ils ne l'ont pas fait, malgré leurs incessantes demandes de faire des sorties en masse, c'est qu'ils en ont été empêchés par les généraux amis des Thiers, Favre, Picard et consorts, qui aiment mieux, maintenant, se battre contre le Peuple.

M. Trochu et ses acolytes ont préféré suivre l'exemple de leur ami Bazaine, en affamant les Parisiens pour les forcer à se rendre.

Ils disent aussi qu'il est faux que la République soit en danger, parce que M. Thiers a promis qu'il la maintiendrait tant qu'il serait au pouvoir ; etc., etc."

Depuis quand les institutions d'un pays doivent-elles être mises à la merci de la bonne foi d'un homme et surtout d'un homme dont le passé compte autant de palinodies que celui de M. Thiers.

Il faut être patient, dit-on, car le progrès vient petit à petit.

Il fallait attendre que la République fut consolidée.

Mais n'a-t-on pas attendu en 1849 50 et 51. N'a-t-on pas laissé faire à la réaction tout ce qu'elle a voulu ? N'attendait-on pas patiemment les élections de 1852 pour tout réparer ? Et lorsqu'on a vu que, malgré le suffrage restreint des Thiers, Benoit d'Azis, Vitet, Melin et autres Versaillistes, aussi fougueux et d'aussi bonne foi aujourd'hui qu'alors, quand, disons-nous, malgré ce suffrage restreint, la réaction a prévu que les élections seraient républicaines, a-t-on empêché le coup d'état ?

Le coup d'état fait, n'a-t-on pas reproché aux républicains de ne pas s'être révoltés, de ne pas avoir résisté aux lois qui les désarmaient, qui baïllonnaient la presse et qui les replaçaient sous le régime du bon plaisir.

Soyons donc logiques une bonne fois.

Lorsque la République fut fondée aux Etats-Unis, est-ce que Washington défendit aux citoyens de nommer leurs maires et leurs gouverneurs ? Est-ce qu'il provoqua les citoyens, sous prétexte que la République n'était pas consolidée, en venant la nuit chercher par surprise à les désarmer ? Est-ce qu'il supprima les journaux qui n'étaient pas de son avis ? Est-ce qu'il ferma les réunions où l'on discutait et blâmait sa politique ?

Non ! — Washington respectait la liberté et il aimait son pays. Il était honnête ; tandis que Thiers et ses complices ne sont que des gens sans principes, sans honnêteté, sans conscience ; des gens qui n'ont jamais passé aux affaires publiques sans proposer les mesures les plus liberticides, sans provoquer la guerre civile, sans pousser l'armée à égorger leurs concitoyens.

Maintenant qu'eux et les leurs sont repus et gorgés du sang du peuple, abandonnons les à leur triste triomphe, et espérons qu'avant peu l'opinion publique aura fait justice de pareils bandits.

New Haven, Conn. Mai 1871.

Le sang coule à flots, les Français se sont entretués ! Pourquoi ?

Parce qu'il a plu à une faction bourgeoise monarchique et cléricale de croire ses privilèges menacés par la proclamation de la République ;

— Parce que cette faction n'entend pas qu'on lui résiste ;

Parce que surtout, dans les circonstances présentes, les Parisiens ont eu l'audace de choisir pour chefs, des socialistes qui veulent arracher l'ouvrier aux étreintes de la féodalité financière, et affranchir le paysan des influences cléricales.

Or, comme le clergé et la bourgeoisie royaliste ne voient dans l'ouvrier et le campagnard, les prolétaires, en un mot, que des animaux à tondre, une proie à dévorer, quiconque essaie de les soustraire à leur rapacité, doit être supprimé !

Prendre pour chefs des socialistes ! quelle audace ! Voilà ce qu'il faut empêcher à tout prix. Aussi, accourez tous, zouaves du pape, ex-gardes impériaux, corsés de Piétri, en avant, sus aux Parisiens ; à mort ! tous à mort !

Et vous, vaillants généraux, célèbres par vos lâchetés et votre empressement à livrer à l'ennemi nos places fortes et nos canons, Thiers et ses d'Orléans ont besoin que vous refassiez votre réputation de héros dans le sang français.

Vous n'avez pas su défendre la France, montrez au monde que vous savez l'assassiner, et vous serez dignes d'eux.

Honte aux électeurs qui ont choisi Thiers pour les représenter, l'homme qui a fait le plus de mal à son pays, l'homme qui n'a jamais passé un pouvoir sans faire emprisonner et égorger les plus généreux de ses concitoyens ; et comme s'il n'e devait rien manquer à cette infamie, des écrivains, prétendus républicains, se réjouissent de ce que les vaincus de Guillaume lavent leur honte et leur couardise dans le sang des Parisiens.

Nous, que l'Océan sépare du théâtre de la lutte, quelle angoisse est la nôtre à l'heure présente, où le sang des victimes fume encore sous l'épée des assassins de décembre.

Ne pouvant rien pour eux, si ce n'est la marque de notre sympathie et notre fétérisante protestation contre ces écrivains immoraux, ces journalistes tarés, ces repris de justice non politique, qui ne savent qu'ajouter la calomnie à la mauvaise foi.

Mais patience, la vérité luira sous peu, et leur châtiement moral sera exemplaire.

Qui osera reprocher à nos frères d'avoir mal choisi l'heure de la lutte ?

L'attaque est venue de la réaction, ils devaient y répondre. Le danger de la résistance est toujours moindre que celui de la soumission.

Ne désespérons de rien, bien que la lutte n'ait pas eu l'issue qu'elle méritait, la cause n'en est pas moins gagnée.

Les hommes sont tombés, les gardes nationales sont détruites, mais les principes survivent, l'idée reste, le droit est immortel et son triomphe n'est qu'ajourné.

Repetitions avec mépris quiconque, après cet échec, nous conseilleraient la défection.

Serrons nos rangs ; honorons nos morts, héros et martyrs.

Respectons et glorifions leurs mémoires, et ne cessons pas de proclamer les principes posés par les hommes qui, quoique vaincus, ont été les vrais soldats de la justice et du droit.

Si la bourgeoisie croit qu'en tuant quelques milliers de socialistes, elle supprimera la question économique, elle se montre plus maladroit en cela que ne le serait un médecin qui, pour combattre une épidémie, tuait tous les malheureux qui en seraient atteints. — Elle n'a pas même l'excuse de celui-ci, qui est d'empêcher la contagion.

Ce qui tuera la bourgeoisie, c'est son organisation égoïste qui la pousse fatalement aux répressions violentes toutes les fois qu'elle se heurte contre un obstacle à l'assouvissement de ses appétits.

Nous avons reçu du citoyen Bacon de la section de San-Francisco, un poème sur la Solidarité, beaucoup trop volumineux pour être publié en entier dans le Bulletin. Nous en publions quelques vers relatifs à l'éducation.

L'enfant sort innocent des mains de la nature.
Il naît ange, de Dieu parfaite créature,
Portant le germe, au cœur, de toutes les vertus.

On dit ce mot suprême : Elever des enfants.
Eh ! N'implique-t-il pas des devoirs transcendants ?
Ils nous réclament tous ces poétiques ailes
Qui conduisent à Dieu nos âmes immortelles.
Tous ont les mêmes droits, la même mission,
Donc il leur faut à tous une éducation
Complète, en tout conforme aux facultés diverses
De tous et de chacun. — Mais malgré les tendresses
Des parents les meilleurs ; et leur ardent désir,
C'est une mission qu'ils ne peuvent remplir.
L'école gratuite et professionnelle
Est de notre cité l'œuvre spirituelle ;
Tous seront élevés dans des jeux productifs ;
Utilisant leurs goûts, leurs principes actifs ;
Développant le corps, l'âme, l'intelligence,
Et l'amour du travail, l'ardeur pour la science,
Toutes leurs facultés et leurs vocations,
Donnant ainsi l'essor aux nobles passions.

La 3ème Section.

La section de Staten-Island, 3ème de New-York, qui avait pour des raisons purement locales suspendu ses travaux, vient de les reprendre régulièrement. Nous avons le plaisir de vous annoncer que le nombre de nos adeptes s'accroît de jour en jour et que, par notre propagande personnelle et aussi la tournure que prennent les événements, notre petite phalange va sous peu devenir importante.

La section a le 21 Mai reconstitué son bureau de la façon suivante :

| | |
|------------|----------|
| Président | Bourdin, |
| Trésorier | Finois, |
| Secrétaire | Orsier. |

Les réunions de la section auront lieu le troisième dimanche de chaque mois à neuf heures du matin, au domicile du citoyen Zang, au coin des rues Water et Wright, près le Park, à Stapleton.

Le secrétaire Orsier.

AVIS.

Une nouvelle Section française de l'Internationale (No 10.) vient de se former à New-York, et tient ses séances deux fois par mois, le 1er mardi à 6 heures du soir et le 3ème dimanche à 9 heures du matin, au No. 650 3ème Avenue, entre la 41e et la 42e rue.

CONVOCAION.

La Section française, No. 2 de l'Internationale, se réunit les 1er, 3ème, 4ème et 5ème Dimanches de chaque mois, à 9 heures du matin, au numéro 100, Prince street.

REUNIONS.

A New-York

La première section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La deuxième section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du *Bulletin*, se réunit le premier et le quatrième lundi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux, 135, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du *Bulletin* de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.

135, V
NE
DEUX
LE
Pour é
Français u
ses compli
Parisien
allez être
terrompus
Votre c
vol, aucun
de police,
passé.
Aussi c
aider la F
créatures
Vous a
avez payé
servent de
et à empêc
La Répu
aux affai
vaux de l
Réuniss
vos opinio
officiers e
fonctionna
Payez-le
d'intrigue
liberté vou
En pre
cales, le g
auquel il n
tionnaires,
et diminue
montant de
Dans les
me présun
clubs et le
passera vit
Les ora
injures à s
teurs et de
place à la
Nous r
toutes les
néral du p
convaincus
à les bien
Et non
plus de tut
en ce qu
plus de ré
comme un
Au lieu
Le
a dit :
Parisien
sent nous
L'Assen
Jules
vous êtes
Et ils l
Oh, com
moi, choi
Pourqu
Parce
soldats de
vous avoi
juger et